

Editorial

L'année 2010 sera pour le CADTM International et ses sympathisant-e-s, comme pour de nombreux réseaux alliés, une année importante, tant au niveau des mobilisations qu'au niveau symbolique, avec plusieurs événements à célébrer. Ce seront notamment les 20 ans du CADTM, fondé en Belgique en 1990 (avec des activités prévues pour l'automne), la 3^e Marche mondiale des femmes (voir p.30-31) mais aussi les 10 ans du Forum social mondial (voir p.27-29). Autant d'occasions de mesurer le chemin parcouru, et de tracer les perspectives d'avenir, dans un contexte de crises globales, qui présente au moins autant de dangers que d'opportunités.

2010 sera également l'année du cinquantenaire de l'indépendance de nombreux pays africains. Un anniversaire que les dirigeants européens et africains s'apprêtent à fêter en grande pompe pour se féliciter de leurs relations « mutuellement profitables ». Il nous faudra bousculer ces commémorations officielles dégoulinantes de cynisme et de sourires complices pour mettre en évidence le leurre de l'indépendance et dénoncer les crimes coloniaux et néo-coloniaux: assassinats de leaders gênants (Ben Barka, Lumumba, Sankara...), soutien aux dictateurs «amis», pillage organisé au bénéfice des transnationales, corruption tous azimuts, et, cerise sur le gâteau néo-colonial, discours méprisants où l'on feint de confondre charité et justice... Les articles composant le dossier de ce numéro nous montrent à quel point une véritable indépendance et la souveraineté des peuples africains restent à conquérir.

Les mois à venir nous fourniront vraisemblablement d'autres motifs de contestation et de manifestation. Il est en effet à craindre que les attaques se multiplieront, au Nord comme au Sud, contre les mal nommés «acquis sociaux». Mal nommés car ils sont toujours menacés, surtout lorsque la rengaine des «déficits abyssaux» et de la « dette publique astronomique » (voir p.17-19), chantée avec entrain par une presse largement aux ordres, offre le prétexte idéal à des mesures d'austérité supplémentaires: privatisations, réformes des retraites, des systèmes de santé, suppressions de postes dans la fonction publique, gel des salaires, libéralisation du marché du travail, augmentation des impôts les plus injustes... Les politiques contra-cycliques d'inspiration keynésienne, que la crise avait momentanément remises à l'honneur, notamment à l'heure des sauvetages des banques et des aides distribuées aux industriels, semblent avoir été bien vite remises au placard. Le périmètre d'intervention de l'État autorisé par le dogme néolibéral est décidément à géométrie très variable!

Il y a aussi fort à parier que la grande presse, en même temps qu'elle prépare l'opinion à la remise en cause des avantages sociaux, tentera de dénigrer celles et ceux qui oseront protester. Les manifestants, les grévistes seront dépeints au mieux comme des râleurs accrochés à leurs priviléges, au pire comme des preneurs d'otage, ou encore des casseurs. Ces discours contribueront, avec la force de la répétition, à décrédibiliser et délégitimer les mouvements. A coup sûr, les violences policières ne feront pas couler autant d'encre: elles seront à peine mentionnées, expédiées en quelques mots et reléguées au rang de folklore tandis que les multiples atteintes au droit d'expression, de grève, ou de manifestation, passeront quasiment inaperçues. Comme l'a écrit Bertolt Brecht, «On dit d'un fleuve important tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent»...

Face à la criminalisation et au contrôle croissants de toute forme de résistance, nous devons donc plus que jamais nous solidariser de tous celles et ceux qui luttent, pour leurs droits et ceux de la nature. Le défi sera entre autres que notre agenda ne se construise pas seulement en réaction à celui des puissants, qui fixeraient alors le timing et les thèmes de mobilisation, et que nos luttes ne soient pas seulement destinées à préserver des «acquis» mis à mal, mais à conquérir de nouveaux droits.

Stéphanie Jacquemont